La Lettre de l'OCIM

Musées, Patrimoine et Culture scientifiques et techniques

183 | 2019
mai-juin 2019

Vous avez dit sensible ?

Olivier Cogne

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ocim/2455>

DOI : 10.4000/ocim.2455

ISSN : 2108-646X

Éditeur

OCIM

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2019

Pagination : 24-31

ISSN : 0994-1908

Référence électronique

Olivier Cogne, « Vous avez dit sensible ? », *La Lettre de l'OCIM* [En ligne], 183 | 2019, mis en ligne le 01 juin 2020, consulté le 22 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ocim/2455> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ocim.2455>

Ce document a été généré automatiquement le 22 mars 2021.

Tous droits réservés

Vous avez dit sensible ?

Olivier Cogne

Vue de l'exposition *D'Isère et d'Arménie*, 1997

© Musée dauphinois

- 1 C'est un regard croisé sur deux expériences muséales iséroises auquel invite ce texte. La première autour du Musée dauphinois qui, en tant que musée de société, a pris le parti et depuis longtemps de ne s'interdire aucun sujet en considérant qu'il est ainsi dans son rôle en proposant au public une réflexion autour de thèmes sensibles. Ainsi, entreprit-il une longue série d'expositions dédiées à la diversité des origines des habitants de

l'Isère, son point d'ancrage territorial, dès les années 1980 et ce, avant même la création à Paris de la Cité nationale de l'Histoire de l'Immigration¹.

- 2 La seconde autour du musée de la Résistance et de la Déportation de l'Isère (MRDI) qui, s'il est naturellement consacré à l'histoire des années sombres du second conflit mondial, s'est ouvert plus largement à l'histoire contemporaine des Droits de l'Homme et aux luttes les plus récentes. Cette évolution amorcée au milieu des années 1990 par Jean-Claude Duclos, conservateur du Musée dauphinois et nommé directeur du MRDI, gage de la volonté d'un lieu qui souhaite rester en prise avec son temps. Cette approche se traduit là encore par la réalisation de plusieurs expositions temporaires qui investissent pleinement le champ du politique et du social, en particulier lorsqu'il s'agit d'évoquer l'histoire des populations exilées en France et en Isère pour échapper aux dictatures.
- 3 Des expériences qu'il est difficile de déconnecter l'une de l'autre tant elles répondent à des aspirations et à une démarche communes au point de pouvoir dire que ces deux musées isérois relèvent de la même tutelle institutionnelle, celle du Département de l'Isère, et partagent un même ADN.

Ces Dauphinois venus d'ailleurs

- 4 C'est en 1982, pour la première fois, que le Musée dauphinois évoque les origines étrangères de la population du territoire qui l'abrite à travers une exposition intitulée *Le roman des Grenoblois*². Place est ainsi faite dans le récit local à ces habitants venus d'ailleurs, d'Italie et d'Algérie en l'occurrence, mais qui n'en sont pas moins devenus des Dauphinois. L'intégration dans la généalogie locale de ces familles d'origine étrangère ne manque pas alors de susciter quelques réactions hostiles, voire clairement xénophobes. Le Musée dauphinois affirme sa volonté de se détacher de l'image d'un lieu exclusivement dédié au patrimoine régional. Son travail sur les populations d'origine étrangère l'aide à infléchir cette orientation. En 1988, sans le savoir alors, il engage un cycle d'expositions qui se poursuit jusqu'à aujourd'hui autour de ce thème avec un premier volet dédié aux liens entre Grenoble et Corato, ville du sud de l'Italie d'où sont originaires de nombreux Grenoblois³. De ce premier travail découleront : *Des Grecs* en 1993 ; *D'Isère et d'Arménie* en 1997 ; *D'Isère et du Maghreb* en 1999 ; *Français d'Isère et d'Algérie* en 2003 ; *Ce que nous devons à l'Afrique* en 2010 ; *Un air d'Italie* en 2011 ; *Tsiganes. La vie de bohème ?* en 2015. Si la plupart du temps ces projets naissent au sein même du musée, ils répondent aussi parfois à une demande directe de la société locale. Ainsi l'exposition *D'Isère et d'Arménie* résulte d'une démarche des associations arméniennes grenobloises soucieuses de faire connaître leur propre histoire et plus particulièrement le génocide perpétré par les Jeunes-Turcs en 1915 et 1916. Ceci dans un contexte où le parlement n'a pas encore voté la loi établissant la reconnaissance par la France de cette tragédie (la loi sera promulguée le 30 janvier 2001). L'exposition suscite à l'époque la réprobation des autorités diplomatiques turques. Généralement bien accueillis par le public, ces différents projets ne manquent pas en effet de susciter des réactions, parfois franchement hostiles. Le 18 novembre 1999, lors d'une rencontre organisée par le musée autour de l'exposition *D'Isère et du Maghreb*, l'historien algérien Mohammed Harbi, ancien membre du FLN (Front de Libération nationale), invité à intervenir sur le thème « Immigration et colonisation », est interrompu par une vingtaine d'hommes armés de manches de pioche, épisode qui

sera largement relayé dans la presse locale et nationale. Renversant la tribune et jetant des boules puantes, le groupe perturbe la soirée durant une dizaine de minutes aux cris de : « FLN - Assassins » et « Immigration - Invasion » avant de repartir de l'ancienne chapelle du couvent de Sainte-Marie-d'en-Haut qui abrite le Musée dauphinois depuis 1968 et dans laquelle se tient la conférence. Après leur départ et devant le public resté présent, Mohamed Harbi tient à reprendre son intervention. La soirée donne lieu à un échange marquant entre le conférencier et d'anciens harkis qui ne sera pas pour rien dans la volonté du Musée dauphinois de raconter leur histoire, plus tard, dans l'exposition *Français d'Isère et d'Algérie*.

- 5 Ce projet naît surtout d'une rencontre avec les associations locales de rapatriés qui ont fait part de leur indignation aux élus du Conseil général de l'Isère (aujourd'hui dénommé Département de l'Isère). « *Les premiers échanges furent vifs* », souligne Jean-Claude Duclos, « *jusqu'à ce qu'il nous fut dit* » : « *Vous parlez des souffrances des travailleurs immigrés. Et nous ? Croyez-vous que nous ne savons pas ce que c'est de souffrir ?* »⁴. La proposition d'une exposition obtient immédiatement l'adhésion et aboutira en 2003 à *Français d'Isère et d'Algérie*.

L'exposition [OQTF] *Obligation de quitter le territoire français*, 2012

© Musée dauphinois/Denis Vinçon

- 6 Au fil de ses expositions, le Musée dauphinois s'est affirmé comme un lieu dédié aux habitants de ce territoire, quelles que soient leurs origines. Rares désormais sont les remises en cause d'une telle évolution ou tout au moins ne s'expriment-elles pas directement auprès de la structure. Cherchant à sonder le point de vue de ses visiteurs à la fin de l'exposition *Un air d'Italie* en les invitant à répondre à la question « *Des expositions sur des populations d'origine étrangère ont-elles, selon vous, leur place dans un musée de patrimoine régional ?* », le musée obtient un large consensus. La fréquentation est un autre critère de l'intérêt du public pour ces projets et de son adhésion. En 2012, année de la présentation de l'exposition *Un air d'Italie*, près de 100 000 visiteurs franchissent les portes du musée, pratiquement un record. Sans qu'une étude des publics n'ait été établie, on peut souligner sans contestation la part importante des

Isérois d'origine italienne parmi eux. Un mur de photographies personnelles constituées des prêts obtenus auprès des familles locales focalise particulièrement l'attention dans le parcours proposé aux visiteurs. Les « *Italo-Grenoblois* » s'y pressent pour reconnaître parents ou amis.

- 7 Au-delà du récit propre à chacune de ces populations, ces expositions se caractérisent par un objectif commun, celui de pouvoir changer le regard porté sur les migrants et les étrangers en général dans une époque où le racisme et la xénophobie ne sont pas éteints. Elles entendent souligner pour ce faire les raisons qui ont conduit ces groupes à s'établir sur ce territoire autour d'un postulat de départ simple : l'immigration répond principalement à des motifs économiques et politiques. Elles veulent aussi montrer les apports de ces populations à la construction du territoire qui les abrite pour échapper à une vision négative et par trop simpliste dès qu'il est question des migrants. Pour ce faire, il n'est pas une exposition pour laquelle le Musée dauphinois ne s'appuie sur le concours d'« experts », généralement issus du monde universitaire, qui vont garantir le socle scientifique de ces projets, mais aussi sur celui des populations les plus concernées.

Espace final de l'exposition *Un air d'Italie*, 2013

© Musée dauphinois/Denis Vinçon

Ne pas parler en lieu et place de

- 8 La formule résume bien l'esprit qui anime le Musée dauphinois dans la conduite de chacun de ces projets. À titre d'exemple, l'exposition *Tsiganes* est emblématique de cette démarche qui vise à associer au plus près ceux dont on parle. Rien d'étonnant et quoi de plus logique pourrait-on dire ? Pour autant, l'approche n'est pas si répandue que cela dans les musées français. Le Musée dauphinois a fait de cette muséographie participative une marque de fabrique.

- 9 La méthodologie mise en œuvre est généralement similaire d'un projet à un autre. Le musée prend appui sur le tissu associatif local pour parvenir à entrer en contact avec tel ou tel groupe de la population. Dans le cas de l'exposition *Tsiganes*, il a trouvé un précieux relais auprès de deux associations iséroises : la première, Roms Action, intervient depuis 2003 dans l'agglomération grenobloise auprès de la population rom venue de l'Est de l'Europe et dont les conditions d'existence en France sont souvent extrêmement précaires ; la seconde, l'APMV (Action promotion en milieu voyageur), est en relation avec les « voyageurs » français ou « gens du voyage » pour reprendre le vocable de l'Administration. La médiation des deux associations est alors essentielle pour établir le lien et la confiance avec des populations marginalisées et largement stigmatisées. Des rencontres ont ainsi lieu au musée pour permettre à l'équipe d'expliquer ses objectifs que l'on pourrait résumer de la façon suivante : permettre à un large public de découvrir les cultures tsiganes et contribuer à en finir avec les préjugés nombreux que subissent ces populations. Lors d'une rencontre publique organisée en amont de l'ouverture de l'exposition, la parole est donnée dans la chapelle du musée à deux personnes issues de ces groupes aux côtés des experts universitaires et des acteurs associatifs. Au-delà des témoignages et de leur apport, ces interventions sont essentielles pour légitimer le projet et favoriser son appropriation par les premiers concernés. Dans l'assistance elle-même, les membres des populations tsiganes sont ce jour-là bien représentés. À l'inverse, l'équipe du musée se rend à plusieurs reprises sur leurs lieux de vie, et ce toujours en relation avec ses partenaires associatifs : les aires de stationnement pour les « gens du voyage » ainsi que les logements de fortune des migrants rom, en particulier ceux qui constituent un véritable bidonville aux portes de Grenoble, avenue Edmond-Esmonin, qui sera détruit le 29 juillet 2015 après un arrêté municipal prononçant son démantèlement. Aux photographies prises par Pablo Chignard pour raconter les conditions de vie des Roms en Isère s'ajoutent les témoignages filmés, les documents, les objets recueillis auprès de nombreuses familles, comme autant d'éléments qui serviront à illustrer le parcours de l'exposition.
- 10 L'inauguration se déroule dans un contexte qui n'est guère propice. Des émeutes incombant à des personnes issues de la population des « gens du voyage » ont éclaté à Moirans quelques jours avant le lancement de l'exposition : ces émeutes ont lieu peu après l'interdiction de sortie temporaire de prison faite à un membre d'une famille de « voyageurs » pour assister aux funérailles de son frère. L'événement est largement médiatisé. Des jours et des semaines passent et le public est au rendez-vous. Mieux encore pourrait-on dire, des groupes de « voyageurs » et de « Roms » viennent visiter l'exposition en lien la plupart du temps avec les associations Roms Action et l'APMV. Leur présence au sein du musée constitue la plus grande satisfaction que l'équipe ait retirée de ce travail, car rien ne garantissait à l'entame de ce projet de pouvoir y parvenir.

L'exposition *Tsiganes. La vie de bohème ?*, 2015

© Musée dauphinois/Denis Vinçon

Exilés

- 11 S'inspirant des thèmes et de la démarche qu'il a développée au Musée dauphinois, Jean-Claude Duclos initie au MRDI dans le courant des années 2000 une série d'expositions qui ont en commun les exils que les guerres et les dictatures ont provoqués au cours du XX^e siècle. Il met ainsi en place une forme d'alternance entre sujets expographiques liés à la Seconde Guerre mondiale et d'autres en relation avec l'histoire contemporaine des Droits de l'Homme par-delà les années 1939-1945, jusqu'à traiter parfois de l'actualité la plus vive en la matière. Ainsi, en partenariat avec l'association Galo (Groupement d'activités locales libres et ouvertes), le musée aborde la question du chômage de longue durée et de la précarité professionnelle en s'appuyant sur les récits de vie d'hommes et de femmes vivant sur son territoire : l'exposition présentée en 2007 s'intitule *Rompre le silence. Mémoires de chômeurs et précaires en Isère 1975-2007*.
- 12 Il fait ainsi siens les mots de la résistante Geneviève de Gaulle-Anthonioz qui fut pendant longtemps présidente d'ATD Quart Monde : « la principale résistance qui vaille d'être opposée, aujourd'hui, c'est la résistance à la misère ». Le MRDI est alors conforté dans cette approche de sujets éminemment contemporains et d'actualité par sa tutelle institutionnelle qui lui a confié depuis 2001 l'instruction d'un nouveau projet culturel : celui d'une Maison des Droits de l'Homme en Isère. Après plusieurs années de rencontres publiques et de réflexion partagée, il est admis que ce lieu, s'il doit exister, ne peut être dissocié du musée en considérant l'objectif que celui-ci s'est fixé de pouvoir questionner les résistances les plus actuelles⁵.
- 13 C'est cette même logique qui le conduit à faire place à la notion d'exil à travers quatre expositions : *Face au génocide. Du Cambodge à l'Isère* en 2008 ; *Le train s'est arrêté à Grenoble. La guerre d'Espagne et l'Isère, refuge et résistance* en 2009 ; *Libertà ! Antifascistes et résistants italiens en Isère* en 2011 ; *Exiliados. Le refuge chilien en Isère* en 2013. Initiés en raison d'une

actualité politique⁶ ou judiciaire⁷, d'une commémoration⁸, ces projets reviennent sur les parcours d'individus qui n'ont eu d'autre choix que de partir de leur pays natal pour sauver leur vie face à la répression la plus violente. Ces récits historiques résolument incarnés s'appuient là encore sur les témoignages des premiers concernés, à savoir les exilés eux-mêmes. Il y a là naturellement des points communs à établir, quelles que soient les origines, entre ces rescapés des crimes de masse et comment ils ont reconstruit leur vie ici en quittant la plupart de leurs parents et amis. Le concours des associations locales s'est avéré une nouvelle fois indispensable pour entrer en relation avec les populations dont ces expositions tentaient de faire l'histoire (on notera d'ailleurs que rares sont celles qui leur ont été consacrées en France). Un soin particulier est pris dans la conception et la médiation de ces projets pour donner la parole aux personnes qui ont accepté de témoigner⁹. Ce travail aboutit notamment à des moments d'échange d'une intense émotion avec le public lors de visites conduites par les témoins eux-mêmes dans l'espace d'exposition.

- 14 Le musée affirme ainsi son identité de lieu culturel dédié certes à la Seconde Guerre mondiale et à ses résonances locales, mais aussi plus largement aux Droits de l'Homme. Si pendant un temps, cette approche a été contestée par certaines associations d'anciens résistants et déportés qui se sont opposées à cette évolution en considérant que le musée n'était plus dès lors dans son rôle et qu'il devait s'en tenir à l'histoire et rien qu'à l'histoire des années 1939-1945, elle est aujourd'hui largement adoptée par le public.

Affiche de l'exposition *Face au génocide, du Cambodge à l'Isère*, 2009.

Conception Pierre Girardier

© DR

Sans papiers

- 15 Dans le travail qu'il entreprend sur les migrants, le MRDI s'est aussi spécifiquement intéressé aux conditions d'existence des sans-papiers en France en considérant là encore qu'il était dans son rôle d'apporter une meilleure compréhension du sujet au public. C'est avec la volonté de rendre compte du drame vécu par ces populations et de tenter de déconstruire les représentations que le musée prend la décision de s'en emparer et ce, bien sûr, avec l'assentiment de son autorité de tutelle. La première fois, en 2002, c'est en invitant Jacqueline Salmon à présenter, dans l'exposition *Sangatte. Le hangar*, les photographies qu'elle a prises du centre de la Croix-Rouge à Sangatte, près de Calais ; un espace de transit pour les réfugiés qui cherchent à gagner le Royaume-Uni. La seconde fois, en 2012, c'est en prenant appui sur les photographies de Guillaume Ribot et de l'écrivain Vincent Karle pour faire le récit d'une famille sans-papier, originaire de Tunisie, les Ayari, qui vivent dans l'agglomération grenobloise¹⁰. Malgré la précarité de leur situation, ses membres acceptent de donner à voir leur histoire au grand jour pour ne plus se cacher et montrer leur intégration au sein d'une société française qui les accepte et les rejette à la fois¹¹. À travers l'histoire des Ayari, ce sont des questions aussi cruciales que le travail de centaines de milliers de sans-papiers en France – que personne n'est censé ignorer – ou la scolarisation par l'École de la République de leurs enfants qui sont abordées. C'est aussi notre capacité d'indignation que les deux auteurs de cette exposition entendent interroger face au sort des migrants en France, dans un pays qui a souvent revendiqué être la patrie des Droits de l'Homme. C'est presque une carte blanche qui est donnée à Vincent Karle et Guillaume Ribot dans l'écriture de ce travail extrêmement documenté. Tout en se gardant d'une démarche par trop partisane qui les décrédibiliserait, les concepteurs du projet s'appuient sur des écrits de chercheurs, des témoignages des Ayari, mais aussi sur des paroles de membres d'associations impliquées dans le soutien aux réfugiés, d'enseignants, qui entendent provoquer par leurs mots une prise de conscience, même si comparaison n'est pas raison. Ainsi, Béatrice Bonacchi, membre du RESF (Réseau Éducation sans frontières) en Isère, raconte : « *j'ai vécu certaines situations, j'ai vu certaines images, on y mettrait des couleurs sépia, on se croirait en 1942. Les aider aujourd'hui, ce n'est plus de la vigilance, c'est de la résistance* ». Il appartient ensuite à chacun de se faire sa propre analyse.
- 16 Autant d'expériences expographiques qui gagent que les musées publics peuvent concilier en France le traitement de sujets sensibles tout en employant l'approche scientifique qui les caractérise. Le choix de ces thèmes n'est pour autant jamais neutre et répond évidemment à une démarche engagée. Le musée apparaît ainsi comme un médiateur des questions sociétales et dont le rôle serait peut-être aussi de défendre une forme trop ignorée de patrimoine, celui des valeurs humaines.

NOTES

1. Désormais dénommé musée national de l'Histoire de l'Immigration. En raison de cette expérience, le Musée dauphinois a été l'un des musées fondateurs de la Cité, installée au sein de l'ancien Palais des Colonies.
 2. À lire l'excellente synthèse de Jean-Claude Duclos sur ce thème : De l'immigration au Musée dauphinois, *Écarts d'identité*, n°1297, 2012, pp. 96-104.
 3. Répondant en cela à la demande de sa tutelle d'alors, la Ville de Grenoble, qui a mis en place un jumelage avec la localité des Pouilles.
 4. Duclos, J.-C., *op. cit.*
 5. Depuis lors, le nom de Maison des Droits de l'Homme est accolé à celui du MRDI.
 6. Le travail sur l'exil des républicains espagnols est engagé peu après la loi sur la mémoire historique promulguée en Espagne en 2007 qui vise à reconnaître les victimes du franquisme.
 7. Celui sur l'exil cambodgien intervient dans le contexte du démarrage des procès à Phnom Penh des derniers hauts responsables khmers rouges encore en vie.
 8. En 2013, l'exposition *Exiliados* s'inscrit dans le cadre de la commémoration des quarante ans de l'arrivée au pouvoir de la junte militaire au Chili.
 9. La plupart des témoins, quels que soient les thèmes, ont indiqué qu'ils n'avaient jamais été interviewés.
 10. [OQTF] Obligation de Quitter le Territoire Français, tel est le titre de cette exposition qui reprend un acronyme administratif dont la signification est une mesure d'expulsion rapide visant les personnes en situation irrégulière. Mohamed Ayari, père de famille, est précisément l'objet d'une OQTF.
 11. Plus d'une année s'est écoulée après l'exposition tandis que la nouvelle parvient au musée de la régularisation administrative de la famille Ayari après huit années de présence en France et de demandes répétées auprès de l'Administration.
-

RÉSUMÉS

Depuis les années 1980, le Musée dauphinois et le musée de la Résistance et de la Déportation de l'Isère développent des expositions autour de sujets sensibles comme l'immigration ou l'exil en France des populations persécutées. L'auteur livre ici une série de réflexions sur cette démarche d'engagement autour de questions sociétales.

INDEX

Mots-clés : Exposition, société

AUTEUR

OLIVIER COGNE

Directeur du Musée dauphinois et ancien directeur du Musée de la Résistance et de la
Déportation de l'Isère
olivier.cogne@isere.fr